

qu'ils ont rédigés, ont fait preuve de leur aptitude à invoquer, en matière répressive, des moyens recevables, structurés et précis. »

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 2015.

Art. 3. Le ministre qui a la Justice dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Genève, le 23 août 2015.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
K. GEENS

van hun memories, blijk hebben gegeven van hun bekwaamheid om in strafzaken ontvankelijke, gestructureerde en precieze middelen aan te voeren."

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 september 2015.

Art. 3. De minister bevoegd voor Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Genève, 23 augustus 2015.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
K. GEENS

GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2015/31547]

15 JUILLET 2015. — Arrêté 2015/791 du Collège de la Commission communautaire française relatif au contrat d'alternance et au plan de formation y afférent, tels que prévus en vertu de l'accord de coopération relatif à la formation en alternance du 24 octobre 2008 et modifié par les avenants des 27 mars et 15 mai 2014

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu l'accord de coopération-cadre du 24 octobre 2008 relatif à la formation en alternance, entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française, approuvé par le décret du 5 mars 2009, les articles 1^{er}, § 5, 5, alinéa 6, et 17, alinéa 2, inséré ou modifiés par l'avenant du 27 mars 2014, approuvé par le décret du 24 avril 2014;

Vu l'avis du Service Formation des Petites et Moyennes Entreprises (SFPME), donné le 1^{er} juin 2015;

Vu l'avis du Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale, donné le 1^{er} juin 2015;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 6 mai 2015;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 16 juillet 2015;

Vu l'urgence, motivée par les considérations suivantes :

Considérant que les articles de l'avenant du 27 mars 2014 relatifs au contrat de formation en alternance entreront en vigueur le 1^{er} septembre 2015, il est dès lors essentiel que les arrêtés au contenu identique adoptés de façon concomitante par les Gouvernements et Collège, relatif au contrat d'alternance sortent leurs effets le plus rapidement possible;

Considérant en outre que le présent arrêté doit être adopté dans les plus brefs délais afin que l'accord de coopération-cadre puisse sortir ses effets;

Considérant que le contrat d'alternance est un des instruments essentiels de la mise en œuvre de la réforme de l'alternance envisagée par les exécutifs des parties à l'accord de coopération-cadre relatif à la formation en alternance, conclu à Bruxelles le 24 octobre 2008;

Considérant qu'il convient, avant le 1^{er} septembre 2015, de garantir tant la sécurité juridique que la parfaite information des apprenants en alternance, des opérateurs et des entreprises sur les droits et obligations de chacun prévues dans le contrat d'alternance et le plan de formation qui y sera annexé;

Vu l'avis n° 57.756/2 du Conseil d'Etat donné le 1^{er} juillet 2015 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er} 3°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant l'arrêté royal du 27 juin 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs;

Considérant la loi du 16 mars 1971 sur le travail;

Considérant la loi du 3 juillet 1978 sur les contrats de travail;

Considérant la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail;

Considérant la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires;

Considérant l'arrêté royal du 6 mars 1979 relatif aux allocations familiales;

Considérant les lois coordonnées du 3 juin 1970 relatives à la prévention des maladies professionnelles et à la réparation des dommages résultant de celles-ci;

Considérant l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage;

Considérant les recommandations contenues dans l'avis n°1770 du Conseil National du Travail du 2 mai 2011, portant mesures favorisant l'insertion sur le marché du travail des jeunes récemment sortis de l'école;

Considérant que les Centres d'Education et de Formation en Alternance (CEFA), l'Institut wallon de Formation en Alternance et des Indépendants et Petites et Moyennes Entreprises (IFAPME) et le Service Formation des Petites et Moyennes Entreprises (SFPME) doivent être informés sans délai du modèle de contrat de formation en alternance, dans la perspective de la rentrée académique 2015-2016;

Sur la proposition du Membre du Collège en charge de la Formation;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, des matières visées aux articles 127 de celle-ci.

Art. 2. Le modèle du contrat d'alternance visé à l'article 1^{er}, § 1^{er}, 7^o, de l'accord de coopération-cadre relatif à la formation en alternance, conclu à Bruxelles le 24 octobre 2008, entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française, modifié par l'avenant du 27 mars 2014, est défini dans le document figurant à l'annexe 1, en application de l'article 1^{er}, § 5, du même accord de coopération.

Il définit les droits et devoirs minima des parties.

Art. 3. § 1. Conformément à l'article 1^{er}, § 4^{ter}, de l'accord, le contrat d'alternance est constaté par écrit au plus tard au moment où l'apprenant en alternance commence sa formation dans l'entreprise, sans préjudice de la conclusion d'un contrat de travail à temps partiel ou de dispositions sectorielles plus favorables à l'apprenant.

§ 2. Le contrat d'alternance est conclu conformément aux dispositions du présent arrêté et ne contient aucune clause de nature à restreindre les droits des apprenants en alternance.

§ 3. Conformément à l'article 1^{er}, § 4^{ter}, al.2 de l'accord, la durée du contrat d'alternance est fixée en adéquation avec le plan de formation.

Art. 4. § 1. Conformément à l'article 1^{er}, § 1^{er}, 7^{o bis} de l'accord, un plan de formation respectant le modèle figurant à l'annexe 2 fait partie intégrante du contrat d'alternance figurant à l'annexe 1.

§ 2. Une évaluation formative ou certificative des compétences de l'apprenant est prévue, selon les modalités définies par l'opérateur de formation, au moins une fois par trimestre.

§ 3. La mise en œuvre du plan de formation en entreprise est évaluée conjointement par l'opérateur de formation et l'entreprise au moins une fois par semestre.

Art. 5. § 1. La période d'essai, pour tout nouveau contrat d'alternance, est d'un mois.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1, en cas de conclusion d'un nouveau contrat d'alternance entre les mêmes parties et pour le même métier, aucune nouvelle période d'essai n'est autorisée.

Art. 6. Conformément à l'article 1^{er}, § 4, al.4, tout apprenant en alternance débute son parcours d'alternance au niveau A. L'évolution vers les niveaux B et C peut faire l'objet d'une évaluation à tout moment de l'année, en ce compris durant la période d'essai, après évaluation ou sur la base de la valorisation des acquis antérieurs objectivés.

Art. 7. § 1^{er}. Toute modification apportée au contrat conclu doit faire l'objet d'un accord entre les parties, acté dans un nouveau contrat d'alternance.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er}, un avenant est apporté au contrat d'alternance en cas de changement de tuteur ou d'unité d'établissement où la formation est dispensée.

Art. 8. Par dérogation à l'article 7, § 1^{er}, les changements éventuels de référent et d'horaires de cours sont formellement communiqués par l'opérateur de formation à l'entreprise, à l'apprenant en alternance et, le cas échéant, au représentant légal de l'apprenant, pour être annexés au contrat.

Art. 9. Conformément aux dispositions transitoires prévues à l'article 22 de l'accord de coopération relatif à la formation en alternance du 24 octobre 2008, l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 17 juillet 1998 fixant les conditions d'agrément des contrats d'apprentissage dans la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises reste d'application uniquement pour les contrats d'apprentissage des classes moyennes conclus avant le 1^{er} septembre 2015 qui continuent de sortir leurs effets jusqu'à leur terme.

Art. 10. A l'article 2, 2^o de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 17 juillet 1998 relatif au plan de formation en alternance dans la formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, il convient de supprimer les mots « *du contrat d'apprentissage ou* ».

Art. 11. L'article 3 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 17 juillet 1998 relatif au plan de formation en alternance dans la formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises est supprimé.

Art. 12. Dans le préambule de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 17 juillet 1998 relatif au plan de formation en alternance dans la formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, les mots « *les apprentis et* » sont supprimés.

Art. 13. A l'article 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 17 juillet 1998 fixant les conditions d'agrément des entreprises dans la formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, les mots « *des apprentis ou* » sont supprimés.

Art. 14. A l'article 2 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 17 juillet 1998 fixant les conditions d'agrément des entreprises dans la formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, les mots « *en apprentissage ou* » sont supprimés.

Art. 15. A l'article 3 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 17 juillet 1998 fixant les conditions d'agrément des entreprises dans la formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « *d'un apprentissage ou* » sont supprimés;
- 2° à l'alinéa 2°, les mots « *de l'apprenti ou* » sont supprimés;
- 3° à l'alinéa 3°, les mots « *l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 17 juillet 1998 fixant les conditions d'agrément des contrats d'apprentissage dans la formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises et* » sont supprimés.

Art. 16. A l'article 5 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 17 juillet 1998 fixant les conditions d'agrément des entreprises dans la formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, les mots « *d'apprentis ou* » sont supprimés

Art. 17. A l'article 8 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 17 juillet 1998 fixant les conditions d'agrément des entreprises dans la formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° le 3° est supprimé;
- 2° à l'article 8, 6°, les mots « *apprenti ou* » sont supprimés.

Art. 18. A l'article 9 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 17 juillet 1998 fixant les conditions d'agrément des entreprises dans la formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, le 1° est supprimé.

Art. 19. A l'article 8 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 17 juillet 1998 fixant les conditions d'agrément des entreprises dans la formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, les mots « *un apprenti sous contrat d'apprentissage agréé ou* » sont supprimés.

Art. 20. Dans le préambule de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 17 juillet 1998 fixant les conditions d'agrément des entreprises dans la formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, les mots « *les contrats d'apprentissage et* » sont supprimés.

Art. 21. L'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 juillet 2000 fixant des conditions particulières d'agrément des contrats d'apprentissage pour les professions de détaillant et de négociant dans la formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises est abrogé.

Art. 22. L'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 juillet 2000 fixant des conditions particulières d'agrément des contrats d'apprentissage pour la profession d'installateur en chauffage central dans la formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises est abrogé.

Art. 23. L'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 juillet 2000 fixant des conditions particulières d'agrément des contrats d'apprentissage pour la profession de garagiste-réparateur dans la formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises est abrogé.

Art. 24. L'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 juillet 2000 fixant des conditions particulières d'agrément des contrats d'apprentissage pour la profession de mécanicien de tracteurs et de machines agricoles et horticoles dans la formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises est abrogé.

Art. 25. L'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 juillet 2000 fixant des conditions particulières d'agrément des contrats d'apprentissage pour la profession d'installateur électricien dans la formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises est abrogé.

Art. 26. L'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 juillet 2000 fixant des conditions particulières d'agrément des contrats d'apprentissage pour la profession d'opticien dans la formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises est abrogé.

Art. 27. L'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 juillet 2000 fixant des conditions particulières d'agrément des contrats d'apprentissage pour la profession de technicien en prothèses dentaires dans la formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises est abrogé.

Art. 28. Conformément aux dispositions transitoires prévues à l'article 22 de l'accord de coopération relatif à la formation en alternance du 24 octobre 2008, les Conventions d'insertion socioprofessionnelle et les contrats d'apprentissage des classes moyennes conclus avant le 1^{er} septembre 2015 continuent de sortir leurs effets jusqu'à leur terme.

Art. 29. La mise en œuvre du présent arrêté est évaluée par l'Office Francophone de la Formation en Alternance et soumise à l'avis des organes de gestion des opérateurs de formation en alternance tels que visés à l'article 1^{er}, 2° de l'accord.

Cette évaluation globale est soumise au Gouvernement, pour le 31 décembre 2016 au plus tard et communiquée aux Conseils économique et sociaux des parties à l'accord.

Art. 30. Le présent arrêté entre en vigueur au 1^{er} septembre 2015.

Art. 31. Le Ministre, Membre du Collège en charge de la Formation est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 15 juillet 2015.

La Ministre-Présidente,
Mme F. LAANAN

Le Ministre, membre du Collège en charge de la Formation,
D. GOSUIN

ANNEXE 1. Annexe à l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française 2015/791 du 15 juillet 2015 relatif au contrat d'apprentissage : contrat d'apprentissage.



Wallonie



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES



CONTRAT D'APPRENTISSAGE

2

Coordonnées de l'opérateur de formation en alternance

NOM :

Adresse :

Coordonnées du référent de l'opérateur de formation

Prénom NOM :

Gsm :

Courriel :

Conclu en application de l'accord de coopération-cadre relatif à la formation en alternance conclu à Bruxelles le 24 octobre 2008 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française, tel que modifié par avenant du 27 mars 2014

ENTRE**- L'APPRENANT EN ALTERNANCE****Prénom et NOM :**

.....

Lieu et date de naissance :né / née¹ à....., le**Domicile :**

.....

.....

Téléphone :/..... **GSM :**/.....**Courriel :**@.....**Si l'apprenant en alternance est mineur :****Prénom et NOM du représentant légal :**

.....

Domicile :

.....

Téléphone :/..... **GSM :**/.....**Courriel :**@.....**ET**

¹ Barrez la mention inutile

- L'ENTREPRISE :**Dénomination :**

.....

Raison sociale :

.....

Siège social :

.....

Unité d'établissement où a lieu la formation :

.....

Téléphone :/..... **Fax :**/.....**GSM :**/.....**Courriel :**@.....**Numéro ONSS :****Numéro BCE :****Numéro commission paritaire :**

Agréée comme entreprise de formation en alternance pour le métier qui fait l'objet du présent contrat d'alternance.

Représentée par :**Prénom et NOM :****Fonction :****Téléphone :**/..... **GSM :**/.....**Courriel :**@.....**Tuteur : (si différent du chef d'entreprise)**

Conformément au prescrit de l'accord de coopération du 24 octobre 2008 relatif à la formation en alternance, le tuteur doit remplir les conditions non cumulatives suivantes :

- a soit disposer d'une expérience professionnelle d'au moins cinq années, prouvée par toute voie de droit, dans la profession apprise en tout ou en partie dans le cadre du métier visé par le plan de formation ; lorsque le tuteur a obtenu un titre de Chef d'entreprise dans la profession apprise en tout ou en majeure partie dans le cadre du métier visé par le plan de formation, il doit disposer d'une expérience professionnelle d'au moins deux ans ;*
- b soit être détenteur d'un diplôme ou d'un certificat pédagogique ou d'une attestation de formation au tutorat, délivré par un établissement d'enseignement ou de formation instituée ou agréé par la Communauté ou la Région compétente, prouvant qu'il possède les connaissances pédagogiques nécessaires pour suivre le parcours du jeune en alternance en tant que tuteur ;*

4

- c soit être détenteur d'un titre de validation de compétences en tant que tuteur délivré par un centre de validation des compétences agréé par l'entité fédérée compétente.

Il doit justifier d'une conduite irréprochable, en fournissant la preuve d'un extrait II de casier judiciaire belge utilisé dans le cadre d'une activité qui relève de l'éducation, de la guidance médico-sociale, de l'aide à la jeunesse, de la protection infantile, de l'animation ou de l'encadrement des mineurs.

Lorsque l'entreprise a accueilli, dans les 5 ans précédant l'entrée en vigueur du présent avenant à l'accord de coopération, un apprenant en formation en alternance sur base d'une Convention d'insertion socioprofessionnelle (CISP) ou autre contrat ou convention reconnu par la Communauté française ou d'un Contrat d'apprentissage ou d'une Convention de stage de l'IFAPME ou du SFPME, le tuteur qui a assuré le suivi de cet apprenant pendant toute la durée de la formation en alternance est automatiquement reconnu comme remplissant les conditions du tuteur au sens de l'accord.

Prénom et NOM :

Téléphone :/..... **GSM :**/.....

Courriel :@.....

Fonction dans l'entreprise :

En outre, pour être agréé et bénéficier des réductions de cotisations ONSS « groupe cible tuteurs », au sens de l'Arrêté royal du 16 mai 2003, le tuteur doit satisfaire aux conditions de l'article 20/2 de l'arrêté royal du 16 mai 2003 pris en application du Chapitre 7 du titre IV de la loi-programme du 24 décembre 2002 visant à harmoniser et à simplifier les régimes de cotisations de sécurité sociale, à savoir qu'il doit répondre aux conditions cumulatives suivantes :

1. disposer d'une expérience professionnelle de 5 années dans la profession
- et
2. disposer d'un titre pédagogique ou avoir suivi une formation au tutorat ou encore d'un titre de validation des compétences.

Tuteur agréé au sens de l'AR du 16 mai 2003 : oui non

Ci-dessous dénommés les parties,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Durée

Le contrat d'alternance est conclu pour une période de mois, débutant leet se terminant le

Le contrat d'alternance comprend une période d'essai d'un mois qui se termine le Les modalités d'application pour le contrat d'alternance s'appliquent pendant la période d'essai, à l'exception des modalités de rupture de contrat prévues à l'article 10, 2^e alinéa, 2^o.

Article 2 : Obligations des parties :

Les parties se doivent respect et égard mutuels.

Pendant l'exécution du contrat d'alternance, elles sont tenues d'assurer et d'observer le respect des convenances et des bonnes mœurs.

Article 3 : Obligations de l'entreprise

L'entreprise participe à la formation de l'apprenant en alternance au métier de :
..... et :

1° accueille l'apprenant en alternance, veille à son intégration dans le milieu professionnel pendant le temps de la formation en alternance, lui remet le règlement de travail lors de la signature du présent contrat d'alternance et s'engage à ne pas laisser l'apprenant en alternance seul sur le lieu de formation ;

2° confie à l'apprenant en alternance uniquement des tâches revêtues d'un caractère formatif en rapport avec son plan de formation et le métier auquel il se destine,

3° prend les précautions nécessaires pour protéger l'apprenant en alternance des dangers éventuels liés à son apprentissage et, pour cela, l'informe des dangers et des mesures de sécurité à respecter et lui délivre, s'il existe, un descriptif de ces dangers et mesures ;

4° prépare l'apprenant en alternance à l'exercice du métier auquel il se destine, notamment en mettant à sa disposition l'aide, l'outillage, en tenant compte de l'usure normale de celui-ci, les matières premières, les vêtements de travail et de protection nécessaires, sans que cela ne puisse être considéré comme un avantage en nature ;

5° apporte les soins d'un bon père de famille à la conservation des effets personnels que l'apprenant en alternance doit mettre en dépôt ;

6° veille à ce que la partie du plan de formation qui lui incombe soit dispensée à l'apprenant en alternance en vue de le préparer aux évaluations formatives et certificatives ;

7° permet à l'apprenant en alternance de suivre les cours et activités nécessaires à sa formation, dispensés et/ou organisés par l'opérateur de formation ;

8° en cas de changement, communique formellement au référent de l'apprenant en alternance le nom et la qualité du tuteur qui assurera le suivi de l'apprenant en alternance tout au long de son parcours de formation en alternance ; ainsi que la nouvelle adresse de l'unité d'établissement ;

9° autorise le référent de l'opérateur de formation à vérifier, sur le lieu d'exécution du contrat d'alternance, si le chef d'entreprise respecte les obligations auxquelles il a souscrit ;

10° s'engage à libérer l'apprenant en alternance pour lui permettre de rencontrer, si nécessaire pendant les heures de formation en entreprise, son référent, ce contre justification signée par ce dernier et remise par l'apprenant en alternance, à son tuteur, dès son retour en entreprise ;

11° occupe dans l'entreprise l'apprenant en alternance pour une durée moyenne d'au moins 20h/semaine sur base annuelle, sans préjudice de la législation fédérale en matière de vacances annuelles et sur les modalités précisées à l'article 4 du présent contrat ;

12° fait une déclaration DIMONA à l'Office national de la sécurité sociale au plus tard le 1er jour de l'exécution du présent contrat ;

13° collabore avec l'opérateur de formation et informe le référent du déroulement de la formation au sein de l'entreprise, au minimum lors de chacune

de ses visites en entreprise et dans les meilleurs délais, sur toute difficulté liée à l'exécution du présent contrat ;

14° complète les documents administratifs et pédagogiques spécifiques à chaque opérateur de formation, tels que convenus avec le référent, ainsi que les attestations nécessaires pour justifier les absences éventuelles de l'apprenant en alternance, du fait de l'entreprise, en centre de formation ;

15° conclut auprès d'une société d'assurances agréée, ou auprès d'une caisse d'assurances agréée, une police d'assurance qui garantit à l'apprenant en alternance les mêmes avantages et la même couverture, en lien direct avec le métier qui fait l'objet de la formation, qu'à tout travailleur de l'entreprise, conformément à la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail, déclare les accidents survenus et, plus généralement, respecte l'ensemble de ses obligations ; cette assurance couvre également les accidents sur le chemin conduisant à l'entreprise et chez l'opérateur de formation ainsi que les accidents survenant lors des activités de formation organisées tant par le centre de formation ou d'enseignement que par l'entreprise ;

16° conclut, auprès d'une société d'assurance agréée en responsabilité civile, un contrat d'assurance qui couvre les dommages causés par l'apprenant à des tiers à l'entreprise où ce dernier se forme ;

17° respecte les dispositions de la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail et de ses arrêtés d'exécution ainsi que les obligations édictées par le Code sur le bien-être au travail, par le Règlement général de protection du travail ou par les conventions collectives de travail applicables à l'entreprise, en ce compris la prise en charge des évaluations de santé préalables ;

18° respecte les dispositions légales et réglementaires spécifiques au statut de l'apprenant en alternance dont les dispositions relatives aux vacances annuelles, telles que définies à l'article 7, ainsi qu'en matière de droit de la sécurité sociale ;

19° accepte le principe de la mobilité extérieure telle que prévue dans le plan de formation ;

20° paie une rétribution mensuelle à l'apprenant en alternance, conformément à l'article 6 du présent contrat ;

21° rembourse hors abonnement scolaire, sur la base des pièces justificatives, les frais de déplacement de l'apprenant en alternance pour la formation pratique en entreprise, comprenant le trajet aller et retour de sa résidence habituelle vers le lieu d'exécution de la formation en entreprise, selon les dispositions applicables à l'entreprise au regard de la convention sectorielle à laquelle elle est soumise ou, à défaut, de la convention collective de travail n° 19 octies du 20 février 2009 concernant l'intervention financière de l'employeur dans le prix des transports des travailleurs ;

22° délivre, lorsque le contrat d'alternance prend fin, le document contenant la date du début et de la fin du contrat d'alternance, et fournit, au besoin, les documents sociaux utiles à l'apprenant en alternance.

Article 4 : Obligations de l'apprenant en alternance

L'apprenant

1° est présent en entreprise conformément aux modalités du présent contrat d'alternance et met tout en œuvre pour arriver au terme de celui-ci ;

2° agit conformément aux instructions qui lui sont données par l'entreprise, via un de ses mandataires ou préposés, via son tuteur, ainsi que par son référent, en vue de la bonne exécution du contrat d'alternance ;

3° fréquente assidûment les cours ou les formations et participe aux évaluations formatives et certificatives ;

4° participe, en cas de rupture ou de suspension du contrat d'alternance, au programme spécifique mis en place par l'opérateur de formation afin de répondre, le cas échéant, aux contraintes de l'obligation scolaire ;

5° s'abstient de tout ce qui pourrait nuire, soit à sa propre sécurité, soit à celle des personnes qui effectuent des prestations à ses côtés, soit à celle de tiers ;

6° restitue en bon état à l'entreprise l'outillage, les matières premières non utilisées et les vêtements de travail et de protection qui lui ont été confiés ;

7° communique à l'entreprise et au référent les informations et attestations nécessaires permettant de justifier ses absences éventuelles de l'entreprise ;

8° accepte les déplacements éventuels inhérents à l'activité de l'entreprise, tels que prévus dans le plan de formation ;

9° complète et communique à son opérateur de formation les documents administratifs et pédagogiques spécifiques à chaque opérateur ainsi que les attestations nécessaires pour justifier son absence éventuelle chez l'opérateur de formation ;

10° s'abstient, tant au cours du contrat d'alternance qu'après la cessation de celui-ci, de divulguer les secrets de fabrication ou d'affaires ainsi que les secrets de toute affaire à caractère personnel ou confidentiel dont il aurait eu connaissance en raison de sa présence dans l'entreprise ;

11° prévient, dans les plus brefs délais, son référent de toute difficulté liée à l'exécution du contrat d'alternance, notamment celle pouvant entraîner la fin du contrat d'alternance.

Article 5 : Horaires de formation en entreprise et chez l'opérateur de formation

La durée hebdomadaire de formation est de [...] ² heures, réparties selon la grille de référence ci-après :

Grille de Référence

| Jours | chez l'opérateur de formation | | sur le lieu d'exécution de la Formation en entreprise | |
|-----------------------|-------------------------------|------------|---|------------|
| | Matin | Après-midi | Matin | Après-midi |
| Lundi | | | | |
| Mardi | | | | |
| Mercredi | | | | |
| Jeudi | | | | |
| Vendredi | | | | |
| Samedi | | | | |
| Dimanche ³ | | | | |
| Total des heures | | | | |

La grille de référence peut être actualisée à la demande des parties et en concertation avec le référent ou encore en cas de modification communiquée officiellement, à l'entreprise et à l'apprenant en alternance, par l'opérateur de formation conformément à l'article 8 de l'arrêté du Gouvernement wallon du relatif au contrat d'alternance et au plan de formation y afférent.

Les modifications sont transmises aux parties, par l'opérateur, pour être annexées au contrat.

En cas de rythme d'alternance autre qu'hebdomadaire, la grille de référence peut être modifiée.

Les heures supplémentaires sont interdites sauf accord préalable reposant sur un justificatif pédagogique, entre l'entreprise, l'opérateur de formation et l'apprenant en alternance,. Toute heure supplémentaire doit être rémunérée selon les règles en vigueur dans l'entreprise ou récupérée sur les heures de prestations en entreprise.

² En fonction de la commission paritaire, à la convention collective de travail ou du règlement de travail de l'entreprise.

³ Si la Loi ou la Convention Collective de Travail de la Commission Paritaire dont relève l'entreprise formatrice le prévoit.

Sauf exceptions spécifiques prévues par la loi et/ou les conventions collectives de travail de la commission paritaire dont ressort l'entreprise, l'apprenant en alternance ne peut pas travailler le dimanche, les jours fériés légaux ou, sauf exceptions spécifiques, au cours du jour de repos supplémentaire qui doit lui être accordé immédiatement avant ou après le dimanche.

Sauf dérogations prévues par la loi et/ou les conventions collectives de travail de la commission paritaire dont ressort l'entreprise, le travail de nuit est interdit : l'apprenant en alternance de moins de 16 ans ne peut pas travailler entre 20 heures et 6 heures, l'apprenant en alternance de plus de 16 ans ne peut pas travailler entre 22 heures et 6 heures, le travail est interdit entre minuit et 4 heures quel que soit l'âge de l'apprenant en alternance.

L'opérateur de formation communique annuellement l'horaire des cours en centre de formation aux deux parties contractantes.

Lorsque la formation en centre n'est pas organisée pendant les vacances scolaires, l'apprenant preste son horaire hebdomadaire complet en entreprise, sauf dispositions prises conformément à l'article 7 du présent contrat.

Article 6 : la rétribution de l'apprenant en alternance

La formation est structurée en trois niveaux de compétences (A-B-C) visés à l'article 1^{er}, §4, alinéa 3, de l'accord de coopération-cadre relatif à la formation en alternance. Ces niveaux sont définis dans le plan de formation annexé au présent contrat d'alternance. Ils déterminent le montant de la rétribution.

Les allocations familiales sont octroyées inconditionnellement jusqu'au 31 août de l'année au cours de laquelle l'apprenant atteint l'âge de 18 ans. A cette date, les allocations familiales ne sont dues que si les revenus de l'apprenant en alternance ne dépassent pas l'indice-pivot donnant droit aux allocations familiales. Si l'apprenant en alternance a lui-même des enfants, il peut prétendre à des allocations familiales pour ceux-ci.

Le montant de la rétribution est un minimum. Tel que calculé, il garantit à la famille de l'apprenant en alternance, majeur, le maintien des allocations familiales. Lorsqu'une entreprise ou un secteur veulent déroger à ce plafond, elles en informent l'opérateur de formation ; ce-dernier est tenu de demander le consentement écrit de l'apprenant en alternance.

Niveau de compétence de l'apprenant en alternance à la signature du contrat :
.....⁴

- Niveau A : la rétribution forfaitaire est fixée àEUR/mois de formation en entreprise (soit minimum 17% du RMMMG).

- Niveau B : la rétribution forfaitaire est fixée àEUR/mois de formation en entreprise (soit minimum 24% du RMMMG).

- Niveau C : la rétribution forfaitaire est fixée àEUR/mois de formation en entreprise (soit minimum 32% du RMMMG).

4 Ce niveau peut-être actualisé après évaluation des compétences de l'apprenant

Conformément à la loi du 12 avril 1965 relative à la protection de la rémunération des travailleurs, notamment, l'entreprise peut valablement payer la rétribution au mineur, sauf opposition du père, de la mère ou du tuteur. Elle est versée au compte bancaire ou postal suivant : BE_____

La rétribution doit être payée au plus tard le quatrième jour ouvrable qui suit la période pour laquelle le paiement est prévu, et cela à défaut de convention collective de travail ou de dispositions contenues dans le règlement de travail qui peuvent porter le délai de paiement à maximum 7 jours ouvrables.

Sauf cas de suspension de contrat prévu, l'indemnité est due prorata temporis.

L'apprenant ne peut être indemnisé au rendement.

Article 7 : vacances annuelles

L'apprenant en alternance a droit, dès la première année de formation en alternance, à deux types de vacances annuelles, concertées avec l'entreprise et le référent, sur le choix des dates :

1° Les vacances annuelles, dont le nombre s'élève à un minimum de 20 jours, sont payées et fixées en fonction de la Commission paritaire à laquelle appartient l'entreprise et, le cas échéant, en référence à la réglementation sur les vacances européennes.

2° 4 semaines consécutives de vacances scolaires, non rétribuées, fixées entre le 1^{er} juillet et le 31 août en concertation entre l'apprenant, l'entreprise et le référent de l'opérateur de formation.

Article 8 : Suspension du contrat pour cause de maladie et autres

La loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail et l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs s'appliquent en cas d'incapacité de travail pour cause de maladie ou accident, congé de maternité et repos d'accouchement, congé de paternité, chômage temporaire, petit chômage/congés de circonstance⁵, congés pour raisons impérieuses, congé prophylactique.

Par dérogation au 1^e alinéa et à la Loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, la prise en charge, par l'entreprise, de la rétribution de l'apprenant, en cas de suspension du présent contrat d'alternance pour les motifs évoqués ci-avant, se limite aux 7 premiers jours calendrier d'absence.

⁵ Arrêté royal du 28 août 1963 relatif au maintien de la rémunération normale des ouvriers, des travailleurs domestiques, des employés et des travailleurs engagés pour le service des bâtiments de navigation intérieure pour les jours d'absences à l'occasion d'événements familiaux en vue de l'accomplissement d'obligations civiques ou de missions civiles.

Article 9 : Suspension de l'exécution du contrat d'alternance

1° En cas de non-respect des obligations par l'une des parties, l'exécution du contrat d'alternance est suspendue, pour une durée fixée par les parties en concertation avec le référent, afin de permettre au contrevenant de se conformer aux dispositions du présent contrat d'alternance.

Cette période continue d'être rémunérée lorsque la suspension résulte d'un manquement dans le chef de l'entreprise.

2° Conformément à l'article 7, 2°, l'exécution du contrat d'alternance est suspendue pendant 4 semaines de congés scolaires non rémunérés par l'entreprise, pendant la période allant du 1^{er} juillet au 31 août, à savoir du au Cette période est fixée à la signature du contrat d'alternance en concertation entre l'apprenant en alternance, l'entreprise et le référent de l'opérateur de formation.

Article 10 : Fin du contrat

Le contrat de formation en alternance prend fin :

1° au terme de la durée fixée dans le contrat d'alternance ;

2° en cas de décès de l'apprenant ou de la personne signataire du contrat d'alternance mandatée pour engager la responsabilité de l'entreprise ou du tuteur ;

3° lorsque l'agrément de l'entreprise est retiré.

Après concertation avec le référent, le contrat de formation en alternance prend fin, conformément à l'article 1^{er}, §4 quinquies de l'accord de coopération relatif à la formation en alternance du 24 octobre 2008 et modifié par les avenants des 27 mars et 15 mai 2014 :

1° par cas de force majeure rendant définitivement impossible l'exécution du contrat ;

2° par la volonté de l'une des parties, notifiée par écrit, moyennant un préavis de 7 jours, si l'apprenant en alternance est en période d'essai, de 14 jours, hors période d'essai ;

3° en cas de cessation d'activité, de faillite, de fusion, de scission, de cession, d'absorption de l'entreprise ou de changement de statut d'entreprise, à moins que le contrat de formation en alternance ne soit repris par l'entreprise reprenneuse, si celle-ci est également agréée, aux mêmes conditions que le contrat de formation initial, et ce moyennant accord de l'apprenant et du référent ;

4° en cas de manquement grave de la part de l'apprenant ou de l'entreprise ; lorsque le contrat est résilié pour manquement grave dans le chef de l'apprenant, les règles en matière de licenciement pour motif grave d'un travailleur sont d'application ;

5° lorsque des arguments objectivés tendent à démontrer que des doutes sérieux surgissent quant au fait que la formation puisse être terminée. Les

motifs de la résiliation doivent être notifiés à l'autre partie, par écrit, de façon circonstanciée, endéans les 3 jours de la résiliation du contrat, et ce à peine de nullité.

6° lorsque l'exécution du contrat est suspendue pendant plus de six mois, le contrat de formation en alternance prend fin, à la demande de l'une ou de l'autre des parties contractantes au terme du 6ème mois de la suspension.

L'une des parties au contrat ou les deux parties peuvent invoquer l'existence d'un motif justifiant la fin du contrat d'alternance auprès du référent de l'opérateur de formation et, le cas échéant, en informer l'autre partie au contrat.

En cas de non-respect des obligations découlant du plan de formation et dans les cas de rupture visés à l'alinéa 2, 2°, 3° et 5°, le référent de l'opérateur de formation organise préalablement une phase de conciliation entre les parties. En accord avec l'opérateur de formation et le référent de l'opérateur de formation, l'apprenant en alternance peut compléter sa formation en alternance, pour la durée restante, auprès d'une autre entreprise.

Fait en trois exemplaires⁶ à le

Pour l'entreprise,

Pour l'apprenant⁷,

le Responsable

l'Apprenant

6 Un exemplaire pour l'entreprise, un exemplaire pour l'apprenant et un exemplaire pour l'opérateur de formation

7 Dans le respect de l'article 43 de la loi relative aux contrats de travail qui prévoit que « Le travailleur mineur est capable de conclure et de résilier un contrat de travail moyennant l'autorisation expresse ou tacite de son père ou de sa mère ou de son tuteur. A défaut de cette autorisation, il peut y être suppléé par le tribunal de la jeunesse à la requête du ministère public ou d'un membre de la famille ; le père, la mère ou le tuteur est préalablement entendu ou appelé. »

Vu pour être annexé à l'arrêté Du Collège de la Commission communautaire française du relatif au contrat d'alternance et au plan de formation y afférent, tels que prévus en vertu de l'accord de coopération relatif à la formation en alternance du 24 octobre 2008 et modifié par l'avenant du 27 mars 2014, Bruxelles, le 15 juillet 2015.

Pour le Collège de la Commission communautaire française :

La Ministre-Présidente,
Mme F. LAANAN

Le Ministre, membre du Collège en charge de la Formation,
D. GOSUIN

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2015/31547]

15 JULI 2015. — Besluit 2015/791 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de overeenkomst inzake alternerende opleiding en het desbetreffende opleidingsplan, zoals voorzien krachtens het akkoord tot samenwerking betreffende de alternerende opleiding van 24 oktober 2008 en gewijzigd bij de aanhangsels van 27 maart en 15 mei 2014

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op het kaderakkoord tot samenwerking van 24 oktober 2008 betreffende de alternerende opleiding, tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, goedgekeurd bij het decreet van 5 maart 2009, de artikelen 1, § 5, 5, zesde lid, en 17, tweede lid, ingevoegd of gewijzigd bij het aanhangsel van 27 maart 2014, goedgekeurd bij het decreet van 24 april 2014;

Gelet op het advies van de Dienst Opleiding van de Kleine en Middelgrote Ondernemingen, gegeven op 1 juni 2015;

Gelet op het advies van de Economische en Sociale Raad voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, gegeven op 1 juni 2015;

Gelet op het Advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 6 mei 2015;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 16 juli 2015;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door de volgende overwegingen :

Overwegende dat de artikelen van het aanhangsel van 27 maart 2014 betreffende de overeenkomst inzake alternerende opleiding op 1 september 2015 in werking zullen treden en dat de besluiten met dezelfde inhoud betreffende de overeenkomst inzake alternerende opleiding, die gelijktijdig zijn aangenomen door de Regeringen en het College zo snel mogelijk volkomen gevolg moeten hebben;

Overwegende dat dit besluit bovendien zo spoedig mogelijk aangenomen moet worden, zodat het kaderakkoord volkomen gevolg kan hebben;

Overwegende dat de overeenkomst inzake alternerende opleiding één van de voornaamste instrumenten is in het kader van de uitvoering van de hervorming van de alternerende opleiding die wordt beoogd oor de uitvoerende organen van de partijen bij het kaderakkoord tot samenwerking betreffende de alternerende opleiding, gesloten te Brussel op 24 oktober 2008;

Overwegende dat zowel de rechtszekerheid als de perfecte voorlichting van de leerlingen in alternerende opleiding, van de operatoren en de ondernemingen over hun rechten en plichten, zoals bedoeld in de overeenkomst inzake alternerende opleiding en het gevoegde opleidingsplan, vóór 1 september 2015 moeten worden gewaarborgd;

Gelet op advies nr. 57.756/2 van de Raad van State, gegeven op 1 juli 2015 overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 3° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 juni 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders;

Gelet op de Arbeidswet van 16 maart 1971;

Gelet op de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten;

Gelet op de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk;

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités;

Gelet op het koninklijk besluit van 6 maart 1979 betreffende de kinderbijslag;

Gelet op de gecoördineerde wetten van 3 juni 1970 betreffende de preventie van beroepsziekten en de vergoeding van de schade die uit die ziekten voortvloeit;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering;

Gelet op de aanbevelingen vermeld in advies nr. 1770 van de Nationale Arbeidsraad van 2 mei 2011 houdende maatregelen ter bevordering van de inschakeling op de arbeidsmarkt van de jongeren die de school onlangs hebben verlaten;

Overwegende dat de Centra voor Alternerend Onderwijs en Opleiding, het "Institut wallon de Formation en Alternance et des Indépendants et petites et moyennes Entreprises (IFAPME)" en de Dienst Opleiding van de Kleine en Middelgrote Ondernemingen onverwijld geïnformeerd moeten worden over het model van overeenkomst inzake alternerende opleiding met het oog op de aanvang van het academiejaar 2015-2016;

Op voorstel van het Lid van het College bevoegd voor Opleiding;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, aangelegenheden bedoeld in artikel 127 van de Grondwet.

Art. 2. Het model van overeenkomst inzake alternerende opleiding bedoeld in artikel 1, § 1, 7° van het kaderakkoord tot samenwerking betreffende de alternerende opleiding, gesloten te Brussel op 24 oktober 2008, tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, gewijzigd bij het aanhangsel van 27 maart 2014, wordt bepaald in het als bijlage opgenomen document, overeenkomstig artikel 1, § 5, van het voornoemde akkoord tot samenwerking.

Het bepaalt de minimale rechten en plichten van de partijen.

Art. 3. § 1. Overeenkomstig artikel 1, § 4^{ter} van het akkoord, wordt de overeenkomst inzake alternerende opleiding schriftelijk vastgesteld uiterlijk op het moment waarop de leerling in alternerende opleiding zijn opleiding in de onderneming aanvat, onverminderd het sluiten van een deeltijdse arbeidsovereenkomst of sectorale bepalingen die voor de leerling gunstiger zijn.

§ 2. De overeenkomst inzake alternerende opleiding wordt gesloten overeenkomstig de bepalingen van dit besluit en bevat geen clausule die de rechten van de leerlingen in alternerende opleiding zou kunnen beperken.

§ 3. Overeenkomstig artikel 1, § 4^{ter}, tweede lid van het akkoord, wordt de duur van de overeenkomst inzake alternerende opleiding bepaald in overeenstemming met het opleidingsplan.

Art. 4. § 1. Overeenkomstig artikel 1, § 1, 7^obis van het akkoord, maakt een opleidingsplan dat in overeenstemming is met het in bijlage 2 opgenomen model, integraal deel uit van de in bijlage 1 opgenomen overeenkomst inzake alternerende opleiding.

§ 2. Er wordt minstens één keer per trimester in een formatieve of certificatieve evaluatie van de leerling voorzien volgens de modaliteiten bepaald door de opleidingsoperator.

§ 3. De uitvoering van het opleidingsplan in onderneming wordt minstens één keer per semester door de opleidingsoperator en de onderneming gezamenlijk beoordeeld.

Art. 5. § 1. De proefperiode voor elke nieuwe overeenkomst inzake alternerende opleiding duurt één maand.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1, wordt geen nieuwe proefperiode toegelaten, indien tussen dezelfde partijen en voor hetzelfde beroep een nieuwe overeenkomst inzake alternerende opleiding wordt gesloten.

Art. 6. Overeenkomstig artikel 1, § 4, vierde lid, begint elke leerling in alternerende opleiding, zijn alternerend opleidingstraject op niveau A. De ontwikkeling naar de niveaus B en C kan het voorwerp uitmaken van een evaluatie op elk moment van het jaar, met inbegrip van de proefperiode, na evaluatie of op grond van de valorisatie van de voorgegaande geobjectiveerde leerresultaten.

Art. 7. § 1. Elke wijziging die in de gesloten overeenkomst wordt aangebracht, moet het voorwerp uitmaken van een akkoord tussen de partijen dat in een nieuwe overeenkomst inzake alternerende opleiding wordt opgenomen.

§ 2. In afwijking van § 1, wordt een aanhangsel gevoegd bij de overeenkomst inzake alternerende opleiding in geval van verandering van mentor of inrichtingseenheid, waarin de opleiding wordt gegeven.

Art. 8. In afwijking van artikel 7, § 1, worden de veranderingen van referentiepersoon en lesrooster formeel medegedeeld door de opleidingsoperator aan de onderneming, de leerling in alternerende opleiding en, in voorkomend geval, de wettelijke vertegenwoordiger van de leerling, om bij de overeenkomst gevoegd te worden.

Art. 9. Overeenkomstig de overgangsbepalingen voorzien in artikel 22 van het akkoord tot samenwerking betreffende de alternerende opleiding van 24 oktober 2008, blijft het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 juli 1998 tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden van de leercontracten in de Permanente opleiding voor de Middenklasse en de kleine en middelgrote ondernemingen enkel van toepassing op de vóór 1 september 2015 gesloten leercontracten van de Middenklasse die tot hun vervaldatum gevolg blijven hebben.

Art. 10. In artikel 2, 2^o van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 juli 1988 betreffende het afwisselend opleidingsprogramma in de Permanente opleiding van de Middenklasse en de kleine en middelgrote ondernemingen, moeten de woorden "*van het leercontract of*" worden geschrapt.

Art. 11. Artikel 3 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 juli 1988 betreffende het afwisselend opleidingsprogramma in de Permanente opleiding van de Middenklasse en de kleine en middelgrote ondernemingen, wordt geschrapt.

Art. 12. In de aanhef van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 juli 1988 betreffende het afwisselend opleidingsprogramma in de Permanente opleiding van de Middenklasse en de kleine en middelgrote ondernemingen, worden de woorden "*de leerlingen*" geschrapt.

Art. 13. In artikel 1, tweede lid van besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 juli 1998 tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden van de ondernemingen voor de Permanente opleiding van de Middenklasse en de kleine en middelgrote ondernemingen, worden de woorden "*leerlingen of*" geschrapt.

Art. 14. In artikel 2 van besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 juli 1998 tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden van de ondernemingen voor de Permanente opleiding van de Middenklasse en de kleine en middelgrote ondernemingen, worden de woorden "*scholing of*" geschrapt.

Art. 15. In artikel 3 van besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 juli 1998 tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden van de ondernemingen voor de Permanente opleiding van de Middenklasse en de kleine en middelgrote ondernemingen, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in het eerste lid, worden de woorden *“met scholing of”* geschrapt;
- 2° in punt 2°, worden de woorden *“de leerling of”* geschrapt;
- 3° in punt 3°, worden de woorden *“het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 juli 1998 tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden van de leercontracten in de Permanente opleiding voor de Middenklasse en de kleine en middelgrote ondernemingen en”* geschrapt.

Art. 16. In artikel 5 van besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 juli 1998 tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden van de ondernemingen voor de Permanente opleiding van de Middenklasse en de kleine en middelgrote ondernemingen, worden de woorden *“leerlingen of”* geschrapt.

Art. 17. In artikel 8 van besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 juli 1998 tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden van de ondernemingen voor de Permanente opleiding van de Middenklasse en de kleine en middelgrote ondernemingen, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° punt 3° wordt geschrapt;
- 2° in artikel 8, 6°, worden de woorden *“leerling of”* geschrapt.

Art. 18. In artikel 9 van besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 juli 1998 tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden van de ondernemingen voor de Permanente opleiding van de Middenklasse en de kleine en middelgrote ondernemingen, wordt punt 1° geschrapt.

Art. 19. In artikel 8 van besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 juli 1998 tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden van de ondernemingen voor de Permanente opleiding van de Middenklasse en de kleine en middelgrote ondernemingen, worden de woorden *“een leerling onder een erkend leercontract of”* geschrapt.

Art. 20. In de aanhef van besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 juli 1998 tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden van de ondernemingen voor de Permanente opleiding van de Middenklasse en de kleine en middelgrote ondernemingen, worden de woorden *“leercontracten en”* geschrapt.

Art. 21. Het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 juli 2000 tot vaststelling van de bijzondere erkenningsvoorwaarden van de leercontracten voor de beroepen van kleinhandelaar en groothandelaar in de permanente vorming voor de Middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen, wordt opgeheven.

Art. 22. Het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 juli 2000 tot vaststelling van de bijzondere erkenningsvoorwaarden van de leercontracten voor het beroep van installateur in centrale verwarming in de permanente vorming voor de Middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen, wordt opgeheven.

Art. 23. Het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 juli 2000 tot vaststelling van de bijzondere erkenningsvoorwaarden van de leercontracten voor het beroep van garagehouder-hersteller in de permanente vorming voor de Middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen, wordt opgeheven.

Art. 24. Het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 juli 2000 tot vaststelling van de bijzondere erkenningsvoorwaarden van de leercontracten voor het beroep van mecaniciens van landbouw- en tuinbouwtrekkers en -machines in de permanente vorming voor de Middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen, wordt opgeheven.

Art. 25. Het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 juli 2000 tot vaststelling van de bijzondere erkenningsvoorwaarden van de leercontracten voor het beroep van elektrotechnisch installateur in de permanente vorming voor de Middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen, wordt opgeheven.

Art. 26. Het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 juli 2000 tot vaststelling van de bijzondere erkenningsvoorwaarden van de leercontracten voor het beroep van opticiens in de permanente vorming voor de Middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen, wordt opgeheven.

Art. 27. Het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 juli 2000 tot vaststelling van de bijzondere erkenningsvoorwaarden van de leercontracten voor het beroep van tandtechnicus in de permanente vorming voor de Middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen, wordt opgeheven.

Art. 28. Overeenkomstig de overgangsbepalingen voorzien in artikel 22 van het akkoord tot samenwerking betreffende de alternerende opleiding van 24 oktober 2008, blijven de vóór 1 september 2015 gesloten overeenkomsten voor socio-professionele inschakeling en de leercontracten van de middenstand tot hun vervaldatum gevoelbaar te hebben.

Art. 29. De uitvoering van dit besluit wordt door de *“Office francophone de la Formation en alternance”* geëvalueerd en ter advies voorgelegd aan de beheersorganen van de alternerende opleidingsoperatoren bedoeld in artikel 1, 2° van het akkoord. Deze globale evaluatie wordt uiterlijk op 31 december 2016 aan de Regering voorgelegd en meegedeeld aan de economische en sociale raden van de partijen bij het akkoord.

Art. 30. Dit besluit treedt in werking op 1 september 2015.

Art. 31. De Minister, Lid van het College bevoegd voor Opleiding, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 15 juli 2015.

De Minister-Voorzitter,
Mevr. F. LAANAN

De Minister, Lid van het College bevoegd voor Opleiding,
D. GOSUIN

BIJLAGE 1. Bijlage bij het besluit 2015/791 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 15 juli 2015 betreffende de overeenkomst inzake alternerende opleiding: overeenkomst inzake alternerende opleiding.



Wallonie



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

OVEREENKOMST INZAKE ALTERNERENDE OPLEIDING

**Personalia van de alternerende
opleidingsoperator**

NAAM:

Adres:

**Personalia van de referentiepersoon
van de opleidingsoperator**

Voornaam NAAM:

Gsm:

E-mail:

Gesloten overeenkomstig het kaderakkoord tot samenwerking betreffende de alternerende opleiding, gesloten te Brussel op 24 oktober 2008, tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, zoals gewijzigd bij aanhangsel van 27 maart 2014

TUSSEN**- DE LEERLING IN ALTERNERENDE OPLEIDING****Voornaam en NAAM:**

.....

Geboorteplaats en -datum:geboren¹ te....., op**Woonplaats:**

.....

.....

Telefoon:/..... **GSM:**/.....**E-mail:**.....@.....**Als de leerling in alternerende opleiding minderjarig is:****Voornaam en NAAM van de wettelijke vertegenwoordiger:**

.....

Woonplaats:

.....

.....

Telefoon:/..... **GSM:**/.....**E-mail:**@.....

¹ Schrappen wat niet past.

EN**- DE ONDERNEMING:****Benaming:**

.....

Firmanaam:

.....

Maatschappelijke zetel:

.....

Inrichtingseenheid waarin de opleiding wordt gegeven:

.....

Telefoon:/..... **Fax:**/.....**GSM:**/.....**E-mail:**.....@.....**RSZ-nummer:****KBO-nummer:**.....**Nummer paritair comité:**

Erkend als onderneming in alternerende opleiding voor het beroep dat het voorwerp uitmaakt van deze overeenkomst inzake alternerende opleiding.

Vertegenwoordigd door:**Voornaam en NAAM:**.....**Functie:****Telefoon:**/..... **GSM:**/.....**E-mail:**.....@.....**Mentor:** *(indien verschillend van de bedrijfsleider)*

Overeenkomstig de voorschriften van het akkoord tot samenwerking van 24 oktober 2008 betreffende de alternerende opleiding, moet de mentor de volgende niet-cumulatieve voorwaarden vervullen:

- a* *hetzij minstens vijf jaar beroepservaring hebben in het beroep dat geheel of gedeeltelijk aangeleerd wordt in het kader van het opleidingsplan, waarbij het bewijs van de beroepservaring door alle rechtsmiddelen geleverd wordt; wanneer de mentor een titel van bedrijfsleider behaald heeft in het beroep dat geheel of voor het grootste deel aangeleerd wordt in het kader van het opleidingsplan, moet hij minstens twee jaar beroepservaring hebben;*
- b* *hetzij houder zijn van een diploma, een pedagogisch getuigschrift of een attest van opleiding tot mentor, uitgereikt door een onderwijs- of opleidingsinstelling ingericht of erkend door de bevoegde Gemeenschap of het bevoegde Gewest, waaruit blijkt dat hij beschikt over de nodige*

- pedagogische kennis om het traject van de jongere in alternerende opleiding als mentor op te volgen;
- c) hetzij houder zijn van een getuigschrift dat zijn vaardigheden als mentor valideert en dat werd uitgereikt door een centrum voor de validering van vaardigheden dat door de bevoegde deelentiteit is erkend.

Hij moet van onberispelijk gedrag zijn en dit aantonen door het bewijs voor te leggen van een uittreksel uit het Belgisch strafregister (model II), dat werd afgeleverd in het kader van een activiteit die onder de opvoeding, de psycho-medisch-sociale begeleiding, de hulpverlening aan de jeugd, de kindbescherming, de animatie of de begeleiding van minderjarigen valt.

Wanneer de onderneming gedurende de 5 jaar die voorafgaan aan de inwerkintreding van dit aanhangsel bij het akkoord tot samenwerking, een leerling in alternerende opleiding heeft begeleid op grond van een "Convention d'insertion socioprofessionnelle (CISP)" (Overeenkomst van socio-professionele inschakeling) of een ander contract of andere overeenkomst erkend door de Franse Gemeenschap of van een leercontract of stageovereenkomst van het "IFAPME" of de "SFPME", wordt de mentor, die instond voor de opvolging van deze leerling tijdens de hele duur van de alternerende opleiding, automatisch geacht te voldoen aan de voorwaarden waaraan een mentor moet voldoen in de zin van het akkoord.

Voornaam **en** **NAAM:**

Telefoon:/..... **GSM:**/.....

E-mail:@.....

Functie in de onderneming:

Om erkend te worden en in aanmerking te komen voor de verminderingen van RSZ-bijdragen (doelgroep mentoren) in de zin van het koninklijk besluit van 16 mei 2003, moet de mentor bovendien voldoen aan de voorwaarden van artikel 20/2 van het koninklijk besluit van 16 mei 2003 tot uitvoering van het Hoofdstuk 7 van Titel IV van de programmawet van 24 december 2002 betreffende de harmonisering en vereenvoudiging van de regelingen inzake verminderingen van de sociale zekerheidsbijdragen en met name de volgende cumulatieve voorwaarden vervullen:

1. Een beroepservaring van minstens 5 jaar in het beroep hebben

en

2. Houder zijn van een pedagogisch getuigschrift of een opleiding tot mentor hebben gevolgd of houder zijn van een getuigschrift dat zijn vaardigheden valideert.

Erkende mentor in de zin van het KB van 16 mei 2003: ja neen

Hieronder de partijen genoemd,

WORDT OVEREENGEKOMEN WAT VOLGT:

Artikel 1: Duur

De overeenkomst inzake alternerende opleiding wordt gesloten voor een periode van maanden die ingaat op en eindigt op

De overeenkomst inzake alternerende opleiding omvat een proefperiode van één maand die eindigt op

De toepassingsmodaliteiten voor de overeenkomst inzake alternerende opleiding zijn tijdens de proefperiode van toepassing, met uitzondering van de modaliteiten inzake contractbreuk voorzien in artikel 10, tweede lid, 2°.

Artikel 2: Verplichtingen van de partijen:

De partijen zijn elkaar eerbied en respect verschuldigd.

Gedurende de uitvoering van de overeenkomst inzake alternerende opleiding, moeten zij de welvoegelijkheid en de goede zeden in acht nemen en waarborgen.

Artikel 3: Verplichtingen van de onderneming:

De onderneming neemt deel aan de opleiding van de leerling in alternerende opleiding tot het beroep van : en:

1° begeleidt de leerling in alternerende opleiding, zorgt voor zijn integratie in het beroepsmilieu tijdens zijn alternerende opleiding, overhandigt hem het arbeidsreglement bij de ondertekening van deze overeenkomst inzake alternerende opleiding en verbindt zich ertoe om de leerling in alternerende opleiding niet alleen te laten op de opleidingsplaats;

2° vertrouwt aan de leerling in alternerende opleiding uitsluitend vormende taken toe die verband houden met zijn opleidingsplan en het beroep waaraan hij zich toewijdt;

3° neemt de nodige voorzorgsmaatregelen om de leerling in alternerende opleiding te beschermen tegen de eventuele risico's verbonden aan zijn opleiding, informeert hem hiertoe over de gevaren en de na te leven veiligheidsmaatregelen en overhandigt hem, in voorkomend geval, een beschrijving van deze gevaren en maatregelen;

4° bereidt de leerling in alternerende opleiding voor op de uitoefening van het beroep waaraan hij zich toewijdt, met name door het ter beschikking stellen van hulp, gereedschap, rekening houdend met de gewone slijtage ervan, grondstoffen, werkkledij en noodzakelijke beschermingsuitrustingen, waarbij dit niet beschouwd mag worden als een voordeel in natura;

5° draagt als goede huisvader zorg voor de persoonlijke bezittingen die de leerling in alternerende opleiding in bewaring moet geven;

6° zorgt ervoor dat het gedeelte van het opleidingsplan waarvoor zij instaat aan de leerling in alternerende opleiding wordt verstrekt om hem op de formatieve en certificatieve evaluaties voor te bereiden;

7° geeft de leerling in alternerende opleiding de mogelijkheid om de voor zijn opleiding nodige cursussen en activiteiten te volgen die door de opleidingsoperator worden gegeven en/of georganiseerd;

8° brengt, in geval van verandering, de referentiepersoon van de leerling in alternerende opleiding formeel op de hoogte van de naam en hoedanigheid van de mentor die voor de opvolging van de leerling in alternerende opleiding zal zorgen tijdens zijn alternerend opleidingsstraject alsook van het nieuwe adres van de inrichtingseenheid;

9° staat de referentiepersoon van de opleidingsoperator toe om op de plaats waar de overeenkomst inzake alternerende opleiding wordt uitgevoerd na te gaan of de bedrijfsleider de door hem aangegane verplichtingen naleeft;

10° verbindt zich ertoe de leerling in alternerende opleiding vrij te laten om hem, indien nodig tijdens de opleidingsuren in onderneming, de mogelijkheid te

geven om zijn referentiepersoon te ontmoeten op grond van een bewijsstuk dat door deze laatste wordt ondertekend en dat door de leerling in alternerende opleiding wordt overhandigd aan zijn mentor bij zijn terugkeer in de onderneming ;

11° stelt de leerling in alternerende opleiding binnen de onderneming tewerk voor een gemiddelde duur van minstens 20u/week op jaarbasis, onverminderd de federale wetgeving inzake jaarlijks verlof en de modaliteiten bepaald in artikel 4 van deze overeenkomst;

12° doet een DIMONA-aangifte bij de Rijksdienst voor sociale zekerheid uiterlijk op de eerste dag van uitvoering van deze overeenkomst;

13° werkt samen met de opleidingsoperator en brengt de referentiepersoon op de hoogte van het verloop van de opleiding in onderneming, dit minstens tijdens elk van zijn bezoeken in de onderneming en zo spoedig mogelijk, alsook van elke moeilijkheid i.v.m. de uitvoering van deze overeenkomst;

14° vult de voor elke operator specifieke administratieve en pedagogische documenten, zoals overeengekomen met de referentiepersoon, alsook de nodige attesten in om de eventuele afwezigheden van de leerling in alternerende opleiding in het opleidingscentrum te rechtvaardigen ten aanzien van de onderneming;

15° sluit bij een erkende verzekeringsmaatschappij of een erkende verzekeringskas een verzekeringspolis af die de leerling in alternerende opleiding dezelfde voordelen en dekking, die rechtstreeks verband houden met het beroep dat het voorwerp uitmaakt van de opleiding, biedt als deze voorzien voor elke werknemer van de onderneming, overeenkomstig de wet van 10 april 1971 op de arbeidsongevallen, geeft de gebeurlijke ongevallen aan en leeft, meer in het algemeen, het geheel van haar verplichtingen na; deze verzekering dekt ook de ongevallen op de weg naar de onderneming en bij de opleidingsoperator alsmede de ongevallen tijdens de opleidingsactiviteiten die zowel door het opleidings- of onderwijscentrum als de onderneming worden georganiseerd;

16° sluit bij een erkende verzekeringsmaatschappij voor burgerlijke aansprakelijkheid een verzekeringsovereenkomst af die de schade dekt die door de leerling wordt veroorzaakt aan derden en aan de onderneming waarin hij een opleiding volgt;

17° leeft de bepalingen na van de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk en de desbetreffende uitvoeringsbesluiten, alsmede de verplichtingen voorzien door de Codex over het welzijn op het werk, het Algemeen Reglement voor de arbeidsbescherming of de collectieve arbeidsovereenkomsten die van toepassing zijn op de onderneming, met inbegrip van de tenlasteneming van de voorafgaande medische onderzoeken;

18° leeft de wettelijke en reglementaire bepalingen na die eigen zijn aan het statuut van de leerling in alternerende opleiding, waaronder de bepalingen betreffende het jaarlijks verlof, zoals bepaald in artikel 7, alsook deze inzake het sociaal zekerheidsrecht;

19° stemt in met het beginsel van de mobiliteit buiten de onderneming, zoals voorzien in het opleidingsplan;

20° betaalt een maandelijkse vergoeding aan de leerling in alternerende opleiding, overeenkomstig artikel 6 van deze overeenkomst;

21° betaalt, buiten het schoolabonnement, op basis van bewijsstukken, de verplaatsingskosten terug van de leerling in alternerende opleiding in het kader van de praktische opleiding in onderneming, met inbegrip van de dagelijkse verplaatsingen tussen zijn gebruikelijke woonplaats en de uitvoeringsplaats van de opleiding in onderneming, met inachtneming van de bepalingen die van toepassing zijn op de onderneming krachtens de sectorale overeenkomst waaraan de onderneming is onderworpen of, bij gebreke hieraan, de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 19 octies van 20 februari 2009 betreffende de financiële bijdrage van de werkgevers in de prijs van het vervoer van de werknemers;

22° geeft aan het einde van de overeenkomst inzake alternerende opleiding het document af waarin de begin- en einddatum van de overeenkomst inzake alternerende opleiding worden vermeld en maakt, indien nodig, de gepaste sociale documenten over aan de leerling in alternerende opleiding.

Artikel 4: Verplichtingen van de leerling in alternerende opleiding

De leerling

1° is in de onderneming aanwezig overeenkomstig de modaliteiten van deze overeenkomst inzake alternerende opleiding en stelt alles in het werk om de overeenkomst tot een goed einde te brengen;

2° handelt, met het oog op de goede uitvoering van de overeenkomst inzake alternerende opleiding, volgens de richtlijnen die hem door de onderneming gegeven worden via één van haar gevolmachtigden of aangestelden, via zijn mentor, alsook via zijn referentiepersoon;

3° volgt de cursussen of opleidingen regelmatig en neemt deel aan de formatieve en certificatieve evaluaties;

4° neemt, in geval van verbreking of schorsing van de overeenkomst inzake alternerende opleiding, deel aan het specifieke programma dat door de opleidingsoperator wordt opgesteld om, in voorkomend geval, te voldoen aan de bepalingen van de leerplicht;

5° onthoudt zich van alles wat zijn eigen veiligheid of de veiligheid van derden of personen die in zijn nabijheid prestaties uitvoeren, in gedrang kan brengen;

6° geeft de hem toevertrouwde werkinstrumenten, ongebruikte grondstoffen en werkkledij in goede staat aan de onderneming terug;

7° maakt aan de onderneming en de referentiepersoon de nodige gegevens en attesten over ter rechtvaardiging van zijn eventuele afwezigheden in de onderneming;

8° is bereid om in het kader van de activiteit van de onderneming eventuele verplaatsingen te ondernemen waarin het opleidingsplan voorziet;

9° vult de voor elke operator specifieke administratieve en pedagogische documenten en de nodige attesten om zijn eventuele afwezigheden bij de opleidingsoperator te rechtvaardigen, in en deelt ze mede aan zijn opleidingsoperator;

10° onthoudt zich, zowel tijdens als na de overeenkomst inzake alternerende opleiding, van de onthulling van fabricage- of zakengeheimen alsook van de geheimen van elke zaak met een persoonlijk of vertrouwelijk karakter waarvan hij kennis zou hebben ingevolge zijn aanwezigheid in de onderneming;

11° brengt zijn referentiepersoon zo spoedig mogelijk op de hoogte van elke moeilijkheid i.v.m. de uitvoering van de overeenkomst inzake alternerende opleiding en met name van de moeilijkheden die de beëindiging van de overeenkomst inzake alternerende opleiding zouden kunnen teweegbrengen.

Artikel 5: Uurrooster van de opleiding in onderneming en bij de opleidingsoperator

De wekelijkse duur van de opleiding bedraagt uur², verdeeld volgens het hierna vermelde referentierooster:

Referentierooster

| Dagen | Bij de opleidingsoperator | | Op de uitvoeringsplaats van de opleiding in onderneming | |
|---------------------|----------------------------------|---------------------|--|---------------------|
| | 's ochtends | 's namiddags | 's ochtends | 's namiddags |
| Maandag | | | | |
| Dinsdag | | | | |
| Woensdag | | | | |
| Donderdag | | | | |
| Vrijdag | | | | |
| Zaterdag | | | | |
| Zondag ³ | | | | |
| Totaal uren | | | | |

2 In functie van het paritair comité, de collectieve arbeidsovereenkomst of het arbeidsreglement van de onderneming.

3 Indien de wet of de collectieve arbeidsovereenkomst van het paritair comité waaronder de onderneming ressorteert erin voorziet.

Het referentierooster kan op verzoek van de partijen en in overleg met de referentiepersoon of in geval van wijziging officieel meegedeeld aan de onderneming en aan de leerling in alternerende opleiding geactualiseerd worden door de opleidingsoperator overeenkomstig artikel 8 van het besluit van de Waalse Regering van betreffende de overeenkomst inzake alternerende opleiding en het desbetreffende opleidingsplan.

De wijzigingen worden door de operator aan de partijen overgemaakt om gevoegd te worden bij de overeenkomst.

Indien de alternerende opleiding niet volgens een wekelijkse regeling wordt gegeven, kan het referentierooster gewijzigd worden.

Overuren zijn verboden, behoudens voorafgaand akkoord vastgesteld in een pedagogisch bewijsstuk tussen de onderneming, de opleidingsoperator en de leerling in alternerende opleiding. Elk overuur moet bezoldigd worden volgens de in de onderneming vigerende regels of gecupereerd worden op de in de onderneming gepresteerde uren.

Behoudens specifieke uitzonderingen voorzien bij wet en/of in de collectieve arbeidsovereenkomsten van het paritair comité waaronder de onderneming ressorteert, mag de leerling in alternerende opleiding niet werken op zondag, wettelijke feestdagen of, behoudens specifieke uitzonderingen, op de bijkomende rustdag die hem moet worden toegekend onmiddellijk voor of na de zondag.

Behoudens afwijkingen voorzien bij wet en/of in de collectieve arbeidsovereenkomsten van het paritair comité waaronder de onderneming ressorteert, is nachtarbeid verboden: de leerling in alternerende opleiding die jonger is dan 16 jaar mag niet werken tussen 20 uur en 6 uur; de leerling in alternerende opleiding die ouder is dan 16 jaar mag niet werken tussen 22 uur en 6 uur; de arbeid is verboden tussen middernacht en 4 uur, ongeacht de leeftijd van de leerling in alternerende opleiding.

De opleidingsoperator deelt jaarlijks het uurrooster van de cursussen in het opleidingscentrum aan beide contracterende partijen mede.

Wanneer de opleiding in centrum niet tijdens de schoolvakantie wordt georganiseerd, presteert de leerling zijn volledig wekelijkse uurrooster in de onderneming, behoudens bepalingen genomen overeenkomstig artikel 7 van deze overeenkomst.

Artikel 6: Bezoldiging van de leerling in alternerende opleiding

De opleiding wordt gestructureerd in drie vaardigheidsniveaus (A-B-C), zoals bedoeld in artikel 1, § 4, derde lid, van het kaderakkoord tot samenwerking betreffende de alternerende opleiding. Deze niveaus worden bepaald in het opleidingsplan gevoegd bij deze overeenkomst inzake alternerende opleiding. Ze bepalen het bedrag van de bezoldiging.

De kinderbijslag wordt onvoorwaardelijk toegekend tot 31 augustus van het jaar waarin de leerling de leeftijd van 18 jaar bereikt. Op die datum is de kinderbijslag slechts verschuldigd indien de inkomsten van de leerling in alternerende opleiding de spilindex, die recht geeft op de kinderbijslag, niet overschrijden. Indien de leerling in alternerende opleiding zelf kinderen heeft, kan hij voor deze kinderen in aanmerking komen voor de kinderbijslag.

Het bedrag van de bezoldiging is een minimumbedrag. Het aldus berekend bedrag waarborgt ten aanzien van het gezin van de leerling in alternerende opleiding, meerderjarige, dat de kinderbijslag wordt behouden. Wanneer een onderneming of een sector van dit minimumbedrag wil afwijken, brengen zij de opleidingsoperator hiervan op de hoogte; deze laatste is ertoe gehouden te verzoeken om de schriftelijke toestemming van de leerling in alternerende opleiding.

Vaardigheidsniveau van de leerling in alternerende opleiding bij de ondertekening van de overeenkomst:⁴

- Niveau A: De forfaitaire bezoldiging wordt bepaald op EUR/maand opleiding in onderneming (hetzij minimum 17 % van het GGMMI).

- Niveau B: de forfaitaire bezoldiging wordt bepaald op EUR/maand opleiding in onderneming (hetzij minimum 24 % van het GGMMI).

- Niveau C : de forfaitaire bezoldiging wordt bepaald op EUR/maand opleiding in onderneming (hetzij minimum 32 % van het GGMMI).

Overeenkomstig de wet van 12 april 1965 betreffende de bescherming van het loon der werknemers, kan de onderneming de bezoldiging op geldige wijze betalen aan de minderjarige, behoudens verzet door de vader, de moeder of de mentor. Ze wordt gestort op volgende bank- of postrekening: BE__ ____ ____

De bezoldiging moet uitbetaald worden uiterlijk op de vierde werkdag na de periode waarvoor de betaling is voorzien, dit bij gebrek aan een collectieve arbeidsovereenkomst of bepalingen vermeld in het arbeidsreglement die de betalingstermijn tot maximum 7 werkdagen kunnen verlengen.

Behoudens in geval van schorsing van de overeenkomst, is de vergoeding prorata temporis verschuldigd.

De leerling mag niet tegen rendement bezoldigd worden.

Artikel 7: Jaarlijks vakantieverlof

De leerling in alternerende opleiding heeft vanaf het eerste alternerende opleidingsjaar recht op twee soorten jaarlijks vakantieverlof, waarvoor overlegd is gepleegd met de onderneming en de referentiepersoon over de keuze van de data:

1° het jaarlijks vakantieverlof, dat minstens 20 dagen bedraagt, wordt betaald en bepaald in functie van het paritair comité van de onderneming en, in voorkomend geval, met verwijzing naar de reglementering op het Europees vakantieverlof.

2° 4 opeenvolgende niet-betaalde schoolvakantieweken die tussen 1 juli en 31 augustus worden bepaald op basis van een overleg tussen de leerling, de onderneming en de referentiepersoon van de opleidingsoperator.

4 Dit niveau kan na evaluatie van de vaardigheden van de leerling geactualiseerd worden.

Artikel 8: Schorsing van de overeenkomst wegens ziekte en om andere redenen

De wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten en het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, zijn van toepassing in geval van arbeidsongeschiktheid wegens ziekte of ongeval, moederschapsverlof en bevallingsrust, vaderschapsverlof, tijdelijke werkloosheid, kort verzuim/omstandigheidsverloven ⁵, verlof wegens dwingende redenen en profylactisch verlof.

In afwijking van het eerste lid en van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, wordt de tenlasteneming door de onderneming van de bezoldiging van de leerling in geval van schorsing van deze overeenkomst inzake alternerende opleiding wegens de hierboven vermelde redenen beperkt tot de eerste 7 kalenderdagen van afwezigheid.

Artikel 9: Schorsing van de uitvoering van de overeenkomst inzake alternerende opleiding

1° In geval van niet-naleving van de verplichtingen door één van de partijen, wordt de uitvoering van de overeenkomst inzake alternerende opleiding geschorst voor een periode die door de partijen in overleg met de referentiepersoon wordt bepaald om de overtreder de mogelijkheid te bieden zich te conformeren aan de bepalingen van deze overeenkomst inzake alternerende opleiding.

Deze periode wordt verder bezoldigd wanneer de schorsing voortvloeit uit een tekortkoming van de onderneming.

2° Overeenkomstig artikel 7, 2°, wordt de uitvoering van de overeenkomst inzake alternerende opleiding tijdens 4 weken schoolverlof die door de onderneming niet bezoldigd worden, geschorst tijdens de periode tussen 1 juli tot 31 augustus, namelijk van tot Deze periode wordt bij de ondertekening van de overeenkomst inzake alternerende opleiding vastgesteld na overleg tussen de leerling in alternerende opleiding, de onderneming en de referentiepersoon van de opleidingsoperator.

Artikel 10: Einde van de overeenkomst

De overeenkomst inzake alternerende opleiding eindigt:

1° na afloop van de duur die is vastgesteld in de overeenkomst inzake alternerende opleiding;

⁵ Koninklijk besluit van 28 augustus 1963 betreffende het behoud van het normaal loon van de werklieden, [de dienstboden,] de bedienden en de werknemers aangeworven voor de dienst op binnenschepen, voor afwezigheidsdagen ter gelegenheid van familiegebeurtenissen of voor de vervulling van staatsburgerlijke verplichtingen of van burgerlijke opdrachten.

2° bij overlijden van de leerling of van de ondertekenaar van de overeenkomst inzake alternerende opleiding die gemachtigd is om de onderneming of de mentor rechtens te verbinden;

3° als de erkenning van de onderneming ingetrokken wordt;

Na overleg met de referentiepersoon, eindigt de overeenkomst inzake alternerende opleiding, overeenkomstig artikel 1, § 4quinquies van het akkoord tot samenwerking betreffende de alternerende opleiding van 24 oktober 2008, gewijzigd bij de aanhangsels van 27 maart en 15 mei 2014:

1° in geval van overmacht die de uitvoering van de overeenkomst definitief onmogelijk maakt;

2° door de wil van één van de partijen, waarvan schriftelijk kennis wordt gegeven, mits een opzeggingstermijn van 7 dagen, indien de leerling in alternerende opleiding een proefperiode van 14 dagen doorloopt, buiten proefperiode;

3° in geval van staking van activiteiten, faillissement, fusie, splitsing, overdracht of overname van de onderneming of in geval van verandering van ondernemingsstatuut, behoudens wanneer de overeenkomst inzake alternerende opleiding wordt overgenomen door de overnemende onderneming, indien deze laatste onder dezelfde voorwaarden als de oorspronkelijk opleidingsovereenkomst erkend wordt en mits instemming van de leerling en de referentiepersoon;

4° in geval van ernstige tekortkoming vanwege de leerling of de onderneming; als de overeenkomst opgezegd wordt wegens ernstige tekortkoming vanwege de leerling, zijn de regels inzake ontslag om ernstige redenen van toepassing;

5° als geobjectiveerde argumenten het bewijs kunnen leveren dat er ernstige twijfels rijzen omtrent het feit dat de opleiding beëindigd kan worden. De opzeggingsredenen moeten schriftelijk en omstandig aan de andere partij meegedeeld worden binnen drie dagen na de opzeg van de overeenkomst, dit op straffe van nietigheid;

6° als de uitvoering van de overeenkomst langer dan zes maanden opgeschort wordt, eindigt de overeenkomst inzake alternerende opleiding aan het einde van de zesde maand van de opschorting op verzoek van één van de contracterende partijen.

Eén of beide contracterende partij(en) kunnen een reden tot verbreking van de overeenkomst inroepen bij de referentiepersoon van de opleidingsoperator en, in voorkomend geval, de andere partij ervan op de hoogte brengen.

Bij niet naleving van de verplichtingen die voortvloeien uit het opleidingsplan en in de gevallen van verbreking bedoeld in het tweede lid, 2°, 3° en 5°, voorziet de referentiepersoon van de opleidingsoperator vooraf een bemiddelingsfase tussen de partijen. Met de toestemming van de opleidingsoperator en de referentiepersoon, kan de leerling in alternerende opleiding zijn opleiding voor de resterende duur bij een andere onderneming voltooien.

13

Opgemaakt in drie exemplaren ⁶ te op
.....

Voor de onderneming,

Voor de leerling⁷,

De Verantwoordelijke

De leerling

6 Een exemplaar voor de onderneming, een exemplaar voor de leerling en een exemplaar voor de opleidingsoperator .

7 Met inachtneming van artikel 43 van de wet betreffende de arbeidsovereenkomsten dat bepaalt dat "De minderjarige werknemer met uitdrukkelijke of stilzwijgende machtiging van zijn vader of zijn moeder of van zijn voogd rechtsbekwaam is een arbeidsovereenkomst te sluiten en te beëindigen. Bij ontstentenis van die machtiging kan de jeugdrechtbank die verlenen op verzoek van het openbaar ministerie of van een familielid. De vader, de moeder of de voogd worden vooraf gehoord of opgeroepen".

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van betreffende de overeenkomst inzake alternerende opleiding en het desbetreffende opleidingsplan, zoals voorzien krachtens het akkoord tot samenwerking betreffende de alternerende opleiding van 24 oktober 2008 en gewijzigd bij het aanhangsel van 27 maart 2014.

Brussel, 15 juli 2015.

Voor het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

De Minister-Voorzitter,
Mevr. F. LAANAN

De Minister, lid van het College bevoegd voor Opleiding,
D. GOSUIN

BIJLAGE 2

Bijlage bij het besluit 2015/791 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie
betreffende de overeenkomst inzake alternerende opleiding : kaderopleidingsplan

Bij de overeenkomst gevoegd kaderopleidingsplan**De leerling**

Voornaam en NAAM :

Woonplaats :

.....

Telefoon : GSM :

E-mail :

Begin van de overeenkomst : Einde van de overeenkomst :

De onderneming

Benaming :

Maatschappelijke zetel :

.....

Inrichtingseenheid waarin de opleiding in onderneming wordt gegeven :

.....

Mentor :

Voornaam en NAAM :

Telefoon :

E-mail :

De opleidingsoperator

Naam :

Zetel :

.....

Directeur/Coördinator :

Telefoon :

E-mail :

Referentiepersoon :

Voornaam en NAAM :

Titel en functie :

Telefoon :

E-mail :

Begindatum :

Lijst met initiële vaardigheden van de leerling :

Behaalde titels, getuigschriften en diploma's :

Titels en getuigschriften die aan het einde van de opleiding worden beoogd :

Ongeacht de opleidingsresultaten vermeld in de volgende roosters, verbindt de opleidingsoperator zich ertoe de leerling te informeren en te sensibiliseren over de bepalingen van de overeenkomst inzake alternerende opleiding die hij ondertekent.

